

Deux entretiens avec la Québécoise Djemila Benhabib Sur l'Humanité Sur Le Soir d'Algérie

Djemila Benhabib « Le débat intellectuel sur l'idéologie islamiste est un grand manque en France »

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MINA KACI VENDREDI, 12 FÉVRIER, 2016

[L'HUMANITÉ](#)

L'essayiste estime que l'on ne peut comprendre les attentats terroristes dans l'Hexagone qu'en les inscrivant dans l'échiquier international et dans la longue histoire de l'islam politique. Et affirme que ces actes sont, aussi, le produit de pays avec lesquels la France lie des relations diplomatiques, économiques, militaires et stratégiques.

L'essayiste Djemila Benhabib doit être écoutée dans tous les pays qui sont les siens, estime Boualem Sansal : l'Algérie « abêtie et ensanglantée par la barbarie islamiste », la France que « le terrorisme djihadiste visite d'une saison l'autre » et le Canada où semble s'« exalter la libido retorse des islamistes ». L'écrivain célèbre signe la préface d'Après Charlie (1), dernier ouvrage de Djemila Benhabib. Amie de Charb depuis que ce dernier lui a remis le prix international de la laïcité, en 2012, l'intellectuelle engagée n'en finit pas de compter les morts autour d'elle, ici et de l'autre côté de la Méditerranée.

En quittant l'Algérie, en 1994, vous pensiez laisser derrière vous les questions liées à l'islam et à l'islamisme ?

DJEMILA BENHABIB C'était effectivement mon objectif principal. Mes parents étaient des figures publiques, des communistes menacés par les islamistes. Nous avons quitté un pays ravagé par l'islam politique, avec ses assassinats quotidiens ciblant d'abord les journalistes et les intellectuels. J'ai eu le sentiment de voir disparaître mon rêve d'une Algérie progressiste. Nous avons vécu un affrontement d'une extrême violence ; les islamistes voulaient liquider toute personne s'opposant à leur projet théocratique. Tous les acquis de la guerre de libération nationale devenaient fragiles, étaient remis en cause. Cette guerre n'avait aucun fondement religieux. Nous voulions une indépendance politique pour bâtir une démocratie. Certes, nous en étions loin avec un pouvoir autoritaire. Mais il y avait une force progressiste et démocrate très agissante. Malheureusement, l'ouverture démocratique, en 1988, a d'abord permis au mouvement

islamiste de s'imposer sur l'échiquier politique, exactement comme cela s'est produit en Tunisie en 2011 et en Égypte en 2011 et en 2012.

Comment l'expliquez-vous ?

DJEMILA BENHABIB Les pouvoirs autoritaires ont longtemps instrumentalisé les organisations islamistes pour réprimer les progressistes, qui se trouvaient confrontés à deux camps : le pouvoir et les islamistes. Ces derniers profitaient, aussi, des moyens financiers et logistiques pour répandre leur discours au sein des mosquées et créer un large réseau. Ils ont bénéficié du soutien indéfectible de pays érigés en État islamique, principalement l'Arabie saoudite. Dont le but est de faire trébucher la marche vers la démocratie et la sécularisation qui était entamée dans plusieurs pays musulmans.

Deux principaux noms reviennent tout au long de votre livre : Tahar Djaout, journaliste algérien, écrivain et poète, assassiné en 1993 par les islamistes, et Charb. Au-delà de l'hommage que vous leur rendez, quel est votre message à travers ces deux figures ?

DJEMILA BENHABIB Je veux essentiellement dire que la boucherie qui a eu lieu en France n'est pas un phénomène franco-français. Cela fait partie d'un processus. L'exécution physique a succédé à l'exécution politique, autant celle de Tahar Djaout que celle de Charb. Charb doit être situé dans sa famille politique, celle qui ne connaît pas de frontières, celle qui avance, comme l'avait expliqué si bien Tahar Djaout. On a exécuté politiquement Charb en l'accusant d'être un raciste, un « islamophobe ». Il a été ravagé par ces accusations, surtout qu'elles émanaient de la gauche, son propre camp. On a également exécuté politiquement Tahar Djaout et tant d'autres intellectuels algériens en menant campagne sur la thèse du « qui tue qui ? ». Charb et Djaout sont des frères. Ils étaient tous les deux épris de justice et de liberté. Pour eux, la laïcité permettait à l'individu de se libérer, de s'épanouir. Tous deux refusaient le marquage ethnique, identitaire, religieux. On ne peut comprendre la situation en France qu'en l'inscrivant dans l'échiquier international et dans une histoire longue.

La France est-elle en train d'emprunter cette voie ?

DJEMILA BENHABIB La France a besoin de se retourner d'abord vers elle-même pour soigner des blessures et régler ses problèmes. Le débat demeure vif à l'intérieur d'elle-même. Mais elle devra effectuer un détour vers le monde si elle veut répondre à la question : pourquoi la France ? Bien entendu que les Coulibaly et les Kouachi sont impliqués dans les assassinats. Ces terroristes sont aussi le produit de pays avec lesquels la France s'allie. Elle a des relations diplomatiques, économiques, militaires et

stratégiques. On trahit la philosophie de Charlie Hebdo si on continue à se compromettre avec les théocraties esclavagistes et les pétrodollars du Golfe.

Pourquoi la France, selon vous, n'a-t-elle pas retenu l'expérience algérienne pour mieux combattre le terrorisme ?

DJEMILA BENHABIB La France, premier pays européen touché par des actes terroristes dès l'année 1995, a, me semble-t-il, compris la nécessité de s'investir contre le terrorisme. Le grand manque se situe plutôt au niveau du débat intellectuel sur l'idéologie islamiste. L'Algérie s'est retrouvée mise en quarantaine sans que le monde, et sa sœur la France ne s'inquiètent davantage de la montée de l'islam politique. On a réduit la situation algérienne à une question conjoncturelle, algéro-algérienne. Pourtant, les bouleversements en Algérie s'inscrivaient dans le prolongement de la révolution iranienne de 1979. La menace islamiste devenait alors plus palpable aussi bien en Afrique qu'en Europe. Les organisations islamistes possèdent une incroyable capacité à se transformer en raison de convulsions planétaires. C'est pour cela que tout s'imbrique : autant la situation en Afghanistan à partir de 1979, la première guerre du Golfe, en 1990, que l'invasion de l'Irak, en 2003. Sans oublier ce que nous vivons aujourd'hui avec l'organisation « État islamique ». Dès lors que l'on ne nomme pas l'idéologie islamiste, on ne peut comprendre les groupes qui gravitent autour tout en se méta-stasant. Ceux-ci ne sont que des bras qui obéissent à la tête qu'est l'idéologie islamiste. Il faut s'intéresser à la tête pour comprendre comment fonctionnent les bras.

Vous affirmez dans votre livre que la campagne « qui tue qui ? » menée en France est une attitude « négationniste » qui ne vous surprend pas...

DJEMILA BENHABIB La situation algérienne a été réduite à une simple équation entre les militaires et les organisations islamistes paramilitaires. Or, la fracture était politique, civilisationnelle d'abord entre la famille qui avance et celle qui recule, avec deux projets de société antagoniques. Le militaire est venu après, il est une conséquence de l'échec du politique. Les progressistes et les démocrates algériens se sont sentis trahis de ne pas trouver à leurs côtés ceux qu'ils considéraient comme leurs frères et sœurs de combat, ces personnes de gauche qui, en France, se définissaient comme tiers-mondistes, anti-impérialistes et anticolonialistes. Ce sentiment de solitude, je l'ai retrouvé chez Charb. Sa parole et celle de Charlie Hebdo étaient noyées dans le bruit ambiant les traitant de racistes et de xénophobes.

Comment expliquez-vous que la pluralité au sein des communautés musulmanes soit ignorée ?

DJEMILA BENHABIB Elle est non seulement ignorée mais également niée. Nous fonctionnons toujours avec le schème intellectuel colonial. Lequel était censé maintenir une population homogène et désigner ses porte-parole, en grande partie religieux. La France coloniale ne voulait pas d'intermédiaires politiques, qui se sont imposés et ont imposé une solution politique à la France. Celle-ci a toujours été ouverte aux bidouillages religieux. Et elle a bidouillé de mille et une façons, comme le fait de ne pas appliquer la laïcité sur le sol algérien. Nous reproduisons consciemment ou inconsciemment ce schéma hérité de la colonisation. Or, il faut bannir la posture de la communauté homogène et de porte-parole pour aller vers une attitude citoyenne. Ce qui veut dire que chaque citoyen se voit en sujet politique et parle pour lui-même. Nous n'y sommes pas, de part et d'autre. C'est un travail de longue haleine de se considérer citoyen et se voir comme un sujet politique. Pour autant une grande majorité de Français de culture musulmane, croyants et non croyants, participent activement à la vie sociale et politique. Ouvrez les yeux, chers politiques !

Pourquoi faut-il libérer la critique face à l'islam ?

DJEMILA BENHABIB En rendant possible l'existence de différentes postures au sein de ces communautés, l'exercice de la démocratie devient possible. Celle-ci ne peut exister sans la pluralité des opinions au sein des communautés musulmanes. Les islamistes nient la pluralité pour marginaliser les laïques et démocrates, qui sont très nombreux parmi les musulmans.

Vous montrez aussi du doigt ce que vous appelez « la classe politique »...

DJEMILA BENHABIB Nous sommes confrontés à des questions difficiles qui nécessitent de prendre le temps de la réflexion pour les comprendre. Deux facteurs me semblent nécessaires pour changer les choses en politique : la vision et la volonté politique. Sans cela, on fait seulement du surplace. La vision qui consiste à ne regarder que le calendrier électoral nous donne l'illusion de calmer les choses. Ce qui nous met en décalage par rapport à l'islam politique, qui a, lui, un projet à long terme. Les islamistes travaillent d'une façon efficace, méthodique, disciplinée depuis au moins les années 1950. Réprimés au Moyen-Orient, principalement en Égypte, ils se sont réfugiés en Europe où ils ont bâti leur réseau. Les États-Unis les ont utilisés pour contrecarrer les pouvoirs de gauche dans les pays arabes, mais, surtout, pour arrêter l'influence de l'Union soviétique. Nous mesurons aujourd'hui concrètement les résultats du réseau islamiste. Un

réseau gigantesque, rodé, très organisé et qui, souvent, se substitue à l'État défaillant, incapable de donner du sens. Ils profitent aussi des contradictions des États occidentaux, embourbés dans les alliances avec l'Arabie saoudite.

Dans votre livre, vous lancez un appel à la mobilisation des laïques du monde entier. Est-ce à dire que la laïcité est davantage menacée que la République ?

DJEMILA BENHABIB République et laïcité sont pour moi des principes indissociables. À l'origine, la République consistait à rendre le pouvoir au peuple, à la nation. La matérialisation de ce pouvoir populaire s'est concrétisée par le retrait du pouvoir des mains des clercs. C'est la laïcité qui a rendu possible la démocratie. C'est d'abord l'autonomie de penser que doit acquérir un citoyen. Et, en devenant citoyen, il peut exercer sa responsabilité, sa liberté dans une démocratie. Celle-ci convient parfaitement aux personnes possédant une autonomie de jugement. Avec la laïcité, la France a le plus poussé la matérialisation de la séparation des pouvoirs politiques des pouvoirs religieux. Elle est de fait dans la ligne de mire des islamistes, lesquels y concentrent leur énergie. La France de Jaurès est le maillon le plus fort de la chaîne mondiale. Si la France abdique face à ses principes, face à son histoire, le reste des pays devient une proie facile. Les islamistes veulent convaincre les Français de confession musulmane qu'ils ne sont pas des Français. La France a bâti un édifice fort. C'est pourquoi il ne faut pas aller vers la distinction entre les Français, chère aux islamistes.

(1) Après Charlie. Laïques de tous les pays, mobilisez-vous ! de Djemila Benhabib. Éditions H&O, 17 euros, janvier 2016.

Le Soir d'Algérie 9 mars 2016
Actualités : DJEMILA BENHABIB

«La critique du dogme est permise et même souhaitable»
Par Khadidja Baba-Ahmed

Djemila Benhabib vient de publier un dernier essai intitulé ***Après Charlie*** (éditions H&O) consacré, comme les premiers, à l'islam politique et les rempart et solution uniques contre son extension que sont la laïcité et la démocratie.

Prenant pour prétexte le massacre perpétré en janvier 2015 dans les locaux du journal satirique *Charlie Hebdo* — où elle y perdit, entre autres, son ami Charb —, l'auteure se sert de cet événement tragique et barbare pour démonter la machine de l'islamisme. Contrairement à certains essayistes et autres spécialistes autoproclamés de ce phénomène, l'analyse que nous offre Benhabib fustige toutes les concessions du genre «des égarés de banlieues, des laissés-pour-compte et autres misérables jeunes sans avenir», et encore autres « auteurs d'assassinats aveugles...». Ceux qui commettent les crimes islamistes que connaît le monde aujourd'hui ne «sont pas des fous d'Allah, ce sont des gens on ne peut plus rationnels».

L'odeur des crimes qu'ils commettent, alors qu'elle apprend et assiste à la retransmission TV des crimes à Charlie Hebdo, Djemila Benhabib la connaît. Le bruit des mitraillettes, elle connaît aussi et explique : ce bruit, «croyez-moi, je connais, il est gravé dans ma tête à jamais... une odeur qui me vient de mon autre vie. Là-bas en Algérie». C'est, tout au long de l'essai, ce lien entre l'assassinat des journalistes de ***Charlie Hebdo*** et les assassinats de Djaout et de 123 autres confrères en Algérie que l'auteur met en relief. «Le lien entre Charb et Djaout est évident.» Ces deux-là avaient «la même envie de construire un monde plus humain. Et leurs assassins la même aversion de la liberté»

L'on ne peut, dit-elle, comprendre les attentats terroristes dans l'Hexagone qu'en les inscrivant dans l'échiquier international et la longue histoire de l'islamisme politique. Elle affirme, en outre, que «ces actes sont aussi le produit de pays avec lesquels la France lie des relations diplomatiques, économiques, militaires et stratégiques». L'idéal aurait naturellement été que l'on prenne conscience de la nature des actes terroristes perpétrés en Algérie. ça n'a pas été le cas.

«Si collectivement, nous avons pris la mesure de leur (les islamistes) force destructrice il y a vingt ans de cela, et si nous avons consenti à mettre tous les moyens nécessaires pour les affaiblir, sur les deux rives de la Méditerranée, alors peut-être que l'assassinat du journaliste kabyle aurait permis d'épargner la vie du dessinateur parisien.» Mais, rappelle l'auteure, face aux crimes commis, impossible de se faire entendre. «Les démocrates

algériens ont été abandonnés. Mais ils n'ont pas cessé pour autant de résister», ajoute-t-elle. Résister, mais comment ? D'abord en nommant les choses par leur nom. «Les visionnaires de Charlie ont compris que si l'on commençait à céder sur le terrain de la liberté d'expression, ce serait tout l'édifice démocratique qui serait remis en question.»

Et c'est précisément cette liberté d'expression qui est aujourd'hui, parfois inconsciemment et d'autres fois sournoisement, remise en question par certains intellectuels, nous dit encore Djemila Benhabib : «Etrange silence. N'ont-ils rien à dire ? Certains continuent d'ergoter mollement avec cette obsession malade du juste milieu...» D'autres se murent «dans un angélisme sur l'islam et les musulmans». Alors que la menace terroriste n'a jamais été aussi élevée à travers le monde, «certains intellectuels de gôche sortent un lapin de leur chapeau, l'islamophobie».

Ce lapin est aujourd'hui à l'œuvre et on l'a encore vu très récemment avec les attaques en règle contre Kamel Daoud pour avoir, dans une de ses chroniques, nommé les choses, sans détour et à contre-courant de ce que les bien-pensants attendaient de lui.

Une urgence pour Djemila Benhabib : «Elever le sujet musulman à l'universel, désacraliser l'islam pour n'en faire qu'une religion parmi tant d'autres, ni plus ni moins.» Face à toutes les tentatives mises en œuvre pour «islamiser la modernité», et elles sont nombreuses, il s'agit aujourd'hui de leur opposer «la modernisation de l'islam». Mieux encore, reconnaître, comme l'a fait Abdelwahab Meddeb, l'essayiste et politologue tunisien, que «l'islamisme est, certes, la maladie de l'islam, mais les germes sont dans le texte lui-même». Quelle solution et quel combat mener aujourd'hui contre l'expansion de l'islamisme politique ? Sa réponse est ferme : le combat pour la laïcité et la démocratie.

Elle y répond en corrigeant, ce faisant, plusieurs confusions liées à l'utilisation inappropriée et en tout cas fautive du concept de laïcité. «La liberté de religion n'est pas le droit absolu de religion. La laïcité, principe philosophique, politique et juridique, réunit dans la vie publique croyants et non-croyants, sans exclure personne.

La laïcité ne cherche pas à promouvoir l'athéisme. La laïcité n'a que faire de l'existence ou non de Dieu. Cette question n'est pas de son ressort. La laïcité est centrée sur l'homme, les hommes, tels qu'ils sont, avec les croyances qu'ils ont ici et maintenant. Sa préoccupation principale est le bien commun.» Djemila Benhabib, pour répondre à la question «que faire alors ?», rappelle la réponse qu'en donne Boualem Sansal, signataire d'ailleurs de la préface de cet essai : «Avant le terrorisme et avant l'islamisme qu'il faut résolument combattre et éradiquer, est l'islam qu'il faut soustraire des mains des doctrinaires fous, comme est la pensée théologique islamique qu'il faut refonder à la lumière de la démocratie et de la laïcité. Ce n'est pas à la démocratie de s'adapter à l'islam, elle ne fait que prôner la liberté,

l'égalité, la fraternité, c'est l'islam qui doit apprendre à vivre dans la liberté, l'égalité et la fraternité.»

Les thèses de Djemila Benhabib ne sont pas nouvelles : elle a eu à les développer dans ses précédents ouvrages. Cette fois-ci, pour les nouveaux censeurs, l'auteure a transgressé et dépassé les nouvelles limites que l'on impose à tous ceux et celles qui posent les véritables problèmes et qui donnent les solutions pour sortir de l'islamisme politique et poursuivre le combat pour la liberté et la démocratie.

La contribution de l'auteure au seul débat qui vaille le coup dérange et Benhabib est devenue, depuis la sortie de ce dernier essai, la victime de lynchages médiatiques jusqu'à l'accuser de plagiat pour certains textes de ses blogs. Si le but est de la faire taire, lui imposer le silence, nous lui donnons, nous, justement, la parole, parce que nous considérons qu'il est temps de cesser de se plier à tous ceux qui imposent à nos sociétés jusqu'à éviter de parler de laïcité ; la société, selon leurs recommandations, n'étant pas encore prête.

Soir d'Algérie : Qu'est-ce qui a déclenché en vous la volonté d'écrire ce dernier essai? Le macabre attentat de Charlie Hebdo était-ce la seule raison ?

Djemila Benhabib : Non, bien évidemment. La boucherie du 7 janvier 2015 a été, certes, un facteur déclencheur, mais il y avait en moi, depuis quelques années déjà, un besoin de faire le point sur les monstrueuses attaques consécutives que subissent les journalistes et les intellectuels, autant ceux qui résident dans les démocraties occidentales, que ceux établis dans les pays musulmans, lorsqu'ils traitent des questions liées à l'islam. Bien que la nature des attaques soit différente, l'objectif est le même : faire taire, censurer, éliminer une posture idéologique et politique critique vis-à-vis de l'islam. Il y a aujourd'hui, où que l'on soit, une véritable chape de plomb qui pèse sur le débat public à l'évocation de l'islam, une forme de censure pernicieuse par moment, ouverte par d'autre.

Qu'en est-il, pour vous, de l'islamophobie qui aurait gagné du terrain, notamment en France ? Une construction médiatique ? Une réalité compréhensible après les dramatiques actions terroristes ? Une manipulation des événements par l'extrême droite ?

Il y a autour de ce concept de l'islamophobie une terrible ambiguïté. Qu'est-ce l'islamophobie ? La critique du dogme islamique ou la critique des musulmans pour ce qu'ils sont ? Si c'est la critique du dogme, nous sommes alors dans un rapport distancié, objectif et apaisé avec le religieux. Depuis les philosophes des Lumières, la critique des dogmes est permise et j'ajouterai même souhaitable.

Si l'on se réfère au cheminement de la pensée théologique de la chrétienté ainsi qu'à sa pratique, le christianisme a évolué grâce à la critique. Son entrée dans la modernité l'a affranchi de ses nombreux boulets. Le même exercice est à souhaiter avec l'islam. Car l'analyse qu'en a fait le regretté Meddeb exige de notre part lucidité, courage et intelligence. ***La Maladie de l'islam est l'islamisme***, écrivait-il. Comment s'imaginer à partir de là renouveler notre pensée, élever nos sociétés vers l'humanisme et la modernité sans cet exercice critique ? J'en arrive au deuxième volet de votre question, à savoir la critique des musulmans pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des personnes appartenant à des cultures différentes et une ère civilisationnelle marquées par l'islam. Il y a un mot pour décrire cette façon abjecte de considérer les êtres, le racisme. Alors pourquoi ne pas l'employer pour lever toutes les ambiguïtés ? Y a-t-il un racisme anti-musulman en Occident ? Certainement. Au même titre qu'il y a également des racismes qui marquent les différentes sociétés musulmanes. Il n'y a qu'à voir le traitement que subissent les immigrants asiatiques dans les pays du Golfe ou encore celui des personnes de race noire au Maghreb.

En avançant cela, je ne veux pas donner l'impression de banaliser le racisme antimusulman. Je dis tout simplement que le racisme naît d'un rapport confus et difficile avec l'altérité et les musulmans n'y échappent pas. Il est bon de s'en rappeler et d'élargir notre focal sur le sujet.

Vous évoquez, avec ironie, «la parfaite symbiose de l'islam politique et de la démocratie que vantent certains observateurs occidentaux et qui fait qu'ils présentaient les Frères musulmans comme des islamistes modérés par opposition aux purs et durs du salafisme». A l'épreuve des faits, en est-on toujours dans cette approche ?

En réalité, il faut toujours se poser la question : «modéré» par rapport à qui et en fonction de quel référentiel ? Si l'on est un démocrate, tout décryptage que l'on fera de la nature des acteurs politiques s'inscrira forcément dans un référentiel démocratique, par définition marqué par la séparation des pouvoirs politique et religieux, la pluralité politique, l'égalité entre les femmes et les hommes, le respect de la diversité sexuelle, la liberté de conscience et la liberté d'expression.

Or, je ne vois pas dans le spectre islamiste, une quelconque fraction pouvant correspondre à cette définition de la démocratie et s'inscrire dans le multipartisme. Oui, les islamistes jouent le jeu électoral tant qu'ils ne sont pas au pouvoir. Sauf que la démocratie n'est pas un jeu. L'islam politique des Frères aux djihadistes en passant pas les salafistes est un projet totalitaire de fusion entre l'islam et le politique.

Si le terrorisme islamiste a perdu du terrain en Algérie grâce à l'armée et aux résistances citoyennes, l'on observe malheureu-

sement que son idéologie a très fortement pénétré la société algérienne et se manifeste dans des comportements quotidiens étrangers au pays. Comment expliquez-vous cette imprégnation?

La lutte contre l'islam politique est multidimensionnelle. Il y a en effet un volet sécuritaire, mais aussi sociétal. L'Algérie a mis en avant le sécuritaire sans trop s'attarder sur le reste. Pis encore, en se déchargeant des questions cruciales de l'école, de la culture et de l'égalité réelle des chances. Or, l'émancipation citoyenne aurait pu être une réponse au projet politique des islamistes. Il n'en a rien été.

L'Algérie officielle a abandonné les Algériens à leur sort en ne saisissant pas l'occasion d'un prix du pétrole fort pour projeter le pays dans une dynamique de relance à long terme. Alors, fatalement, les démons du passé sont revenus nous hanter à la lumière d'une agitation internationale sans précédent, dictée par une compétition des plus folles entre Daech et Al-Qaïda. La politique «étapiste» des Frères musulmans a fonctionné à merveille. L'islamisation par le bas : l'individu, la famille, la société, l'Etat. On y est presque.

Comment expliquez-vous que certains partis islamistes fassent partie d'une coordination aux côtés de partis démocratiques et même laïques pour certains (RCD) et qui appellent à une transition démocratique dans le pays ? Une approche tactique ?

Nous vivons un grand moment de confusion politique. Les fondamentaux ont été oubliés, malheureusement. Dès lors qu'un démocrate se met à faire du pied à un islamiste ou vice-versa, d'ailleurs (je ne sais plus exactement dans quel sens ça va), toutes les dérives sont possibles. Pourtant, l'histoire nous montre qu'on ne peut faire des alliances sans pour autant s'interroger sur la nature même des acteurs politiques avec lesquels cette alliance est établie. Le RCD a perdu sa boussole. C'est terriblement dommage. Car c'est lui le premier parti politique qui, dans le passé, nous a amenés à nous interroger sur la laïcité. Regardez où nous a conduits l'alliance des Américains avec les islamistes à partir des années 1950 contre les vilains Soviétiques ou encore qu'est devenue la gauche iranienne après 1979 et son alliance avec les islamistes. Mes années algériennes m'ont appris qu'on ne peut pas être à moitié démocrate et à moitié islamiste. Car l'islamiste finit toujours par avaler le démocrate.

Vous évoquez très peu, en tout cas pas suffisamment, la dimension géopolitique dans laquelle se meut l'islam politique. Pourquoi ?

Ce livre traite de la question de la liberté d'expression, de la censure et des risques que prennent les combattants de la plume où qu'ils soient. Ils parlent des fondamentaux et nous invite à élargir nos horizons en faisant les liens entre le ici et le là-bas. J'en appelle à une large solidarité des

laïques. Je voulais rendre compte des résistances sourdes, muettes et héroïques. Je souhaitais situer Charb, l'ancien patron de Charlie Hebdo, dans sa famille politique et le rapprocher de son «frère» Tahar Djaout, le doux poète, à la plume aiguisée comme un scalpel et montrer en quoi le travail de l'un s'inscrit dans la continuité de celui de l'autre.

Poursuivons leur travail titanesque, là est notre devoir moral et notre responsabilité historique. K. B. A.

Bio express de djemila benhabib

Auteure de plusieurs essais, Djemila Benhabib est née en Ukraine de père algérien et de mère ukrainienne. Grandie en Algérie (Oran), elle a dû quitter le pays au milieu des années 1990 menacée avec ses parents par les terroristes. Après quelques années en France, elle s'installe au Canada. Engagée politiquement, elle n'a jamais cessé de militer ici, comme là-bas pour la laïcité, la démocratie, la liberté.

Ouvrages :

Après Charlie, laïques de tous les pays, mobilisez-vous 2016 éditions H&O.

L'automne des femmes arabes 2013 éditions H&O.

Des soldats d'Allah à l'assaut de l'Occident, 2012 éditions H&O.

Ma vie à contre-Coran, Poche 2014.

Née en Ukraine d'une mère chypriote et d'un père algérien, Djemila Benhabib a grandi à Oran, en Algérie. Dès l'âge de quinze ans, elle prend conscience de la situation subalterne des femmes. Après quelques années en France, elle s'est installée au Québec, en 1997, afin de se reconstruire. Elle est l'auteure de Ma vie à contre-Coran (poche, 2014), des Soldats d'Allah à l'assaut de l'Occident (2012) et de l'Automne des femmes arabes (2013). Trois livres du même éditeur, H&O. Dans son dernier livre, Après Charlie, elle invite à un sursaut salutaire.